



La Caisse d'Epargne dans la tourmente ; en Aquitaine-Poitou-Charentes la direction régionale reste sereine

lundi 20 octobre 2008, par [lpe](#)

Une actualité brûlante ce week-end à la Caisse d'Epargne

Week-end mouvementé pour la Caisse d'Epargne : alors que nous venions de boucler l'interview du directeur de la communication institutionnelle de la Caisse régionale Aquitaine-Poitou-Charentes : Jean-Louis Duqueroix (*à lire ci-dessous*) ; dont l'actualité principale était la mise en oeuvre de la fusion des systèmes informatiques ce dimanche 19, nous apprenions la perte par la banque coopérative de 600 millions d'euros due à une spéculation malheureuse, puis, ce dimanche, la démission concomitante de **Charles Milhaud**, Président du Groupe Caisse d'Epargne.

Il fallait certainement, pour calmer l'opinion, et les ministères, qu'une tête tombe après ce "mini Kerviel". C'est donc fait : Charles Milhaud, Président du Directoire depuis 1999 a "pris ses responsabilités" comme on aime à le dire depuis quelques temps ; il part sans demander d'indemnités ; c'est à souligner. *"Cette perte est la conséquence à la fois de l'exceptionnelle volatilité des marchés dans cette période et de la violation des instructions que le directoire et moi-même avons données"*, a expliqué M. Milhaud (65 ans) dans une déclaration écrite remise à la presse après le conseil de ce dimanche soir.

Interview de Jean Louis Duqueroix : "la Caisse d'Epargne de demandera pas le soutien financier de l'Etat"

LPE : Monsieur DUQUEROIX, le Canard Enchaîné a révélé récemment que la Caisse d'Epargne aurait besoin de 6,5 milliards d'euros pour consolider sa situation financière, qu'en est-il ?

Jean-Louis DUQUEROIX : la Caisse d'Epargne a connu ces dernières années une croissance externe importante : nous avons plusieurs centaines de filiales ; créées suite au rachat par exemple de toutes les petites banques de Tahiti et de l'océan indien et pacifique (filiale **OCEOR**), nous avons également racheté le Crédit Foncier, www.meilleurtaux.com... La crise financière n'a pas épargné **NEXITY**, notre filiale immobilière (1er promoteur de France) ni **NATIXIS** (3 pôles créés avec les Banques Populaires), sans oublier notre filiale américaine **CIFG** spécialisée dans le réhaussement de crédit.

Concernant NATIXIS, nous procédons à une recapitalisation avec les Banques Populaires à hauteur de 1 milliard chacun.

Pour CIFG, les créanciers ont transformé leur créance en participation en capital.

La Caisse d'Epargne dispose de 20 milliards fonds propres, certes la crise nous atteint aussi, mais nous ne solliciterons pas les fonds mis en place par le gouvernement.

LPE : Cette conjoncture difficile, associée à la fusion récente des caisses régionales Aquitaine et Poitou-Charentes a t'elle un impact sur l'emploi ?

JLD : Désormais la Caisse régionale Aquitaine-Poitou-Charentes rassemble **3042 salariés et plus de 2,2 millions de clients** de Bressuire à Biriartou au Pays Basque. Nous sommes la seconde caisse régionale de France après l'Ile de France.

Une fusion n'est jamais sans inquiétudes et il est vrai que la crise financière n'arrange rien ; nous avons connu un mouvement de grève de l'intersyndicale le 14 octobre dernier (la Caisse régionale compte 124 représentants du personnel). C'était je pense la manifestation de craintes, plus que des revendications concrètes.

Nous n'avons pas l'intention de tout modifier ; l'ancrage historique de la Caisse d'Epargne dans les bassins d'emploi et à proximité des grands axes de communication doit perdurer, même en milieu rural. Mais une fusion c'est un grand chantier, nous allons d'ailleurs ce week-end lancer la **fusion des systèmes informatiques des 3 anciennes caisses régionales vers le système SIRIS**. Le top départ sera donné le 19 octobre, pour que la fusion soit opérationnelle le 21. 300 collègues d'autres régions vont à cette occasion venir nous aider, c'est une manoeuvre délicate ! Cette réalisation, qui représente un investissement de **plusieurs millions d'euros**, va nous permettre d'avoir un suivi en temps réel de nos clients, et de pouvoir ainsi répondre à leurs besoins d'une façon qualitative.

LPE : La Caisse d'Epargne est une banque coopérative, qu'est ce que ça représente aujourd'hui ?

JLD : La banque coopérative, c'est un modèle socio-économique et pas seulement économique ; un héritage qui date de 1819 !

Il faut savoir que nos bénéfices sont distribués aux sociétaires de la banque en moyenne à hauteur de 5%, sans compter la part des salariés à travers la participation, l'intéressement. Nous avons également créé une fondation qui finance des actions contre l'illétrisme notamment. Nous ne sommes pas cotés en bourse, nos sociétaires sont bien souvent aussi nos clients !

LPE : Vous allez perdre au 1er janvier prochain le monopole du livret A, un nouveau coup dur ?

JLD : La perte du monopole du livret A, ça fait 20 ans qu'on s'y attend, c'est aussi pour cette raison que nous avons diversifié les produits, les investissements. Vous savez, 80% des déposants ont moins de 1000 euros sur leur livret, ce n'est pas cette clientèle là qui intéresse nos concurrents !

LPE : Que pensez-vous de la proposition du Premier Ministre d'affecter le surplus de la collecte du Livret A vers la garantie du crédit au profit des PME ?

JLD : Le Livret A est un exemple pour tous les pays européens, la centralisation des fonds collectés s'effectue au sein de la Caisse des Dépôts, l'outil de l'Etat pour financer sur ces crédits le logement social. Il est regrettable qu'on abandonne le logement social. Nous sommes dans un système macroéconomique fragile, et il est dangereux de toucher à ces équilibres.

CR.

Pour en savoir plus : www.groupe.caisse-epargne.com